

**CPAS de Berchem-Sainte-Agathe**

91, Avenue de Selliers de Moranville  
1082 Berchem-Sainte-Agathe  
[cpasberchem.brussels](http://cpasberchem.brussels)

OPINION

**« Business charity » versus aide alimentaire ? Le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe s'interroge sur la manière de maintenir son circuit d'aide alimentaire.**

Ces dernières semaines, on a pu lire dans la presse des articles faisant l'apologie des supermarchés dans leur lutte contre le gaspillage du type : « *Les supermarchés s'engagent dans la lutte contre le gaspillage* » ou encore « *Prix cassés pour lutter contre le gaspillage* ». Buzz ? Initiative positive ? Démarche lucrative ? Pour le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, cela dissimule en tout cas une « bad news ».

En effet, en tant que Président du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, je m'inquiète et je m'interroge sur les intentions des grandes enseignes qui tentent, en quelque sorte, de se substituer au circuit de l'aide alimentaire en omettant l'aspect social et l'accompagnement individuel, au nom des grands enjeux climatiques.

Cela faisait plusieurs années que l'épicerie sociale de Berchem-Sainte-Agathe bénéficiait d'un accord avec le Lidl local afin que les usagers du CPAS puissent bénéficier de fruits et légumes de qualité à moindre coût. Il s'agissait d'un partenariat Win-Win : le CPAS « débarrassait » le supermarché de ses invendus en respectant les règles d'hygiène requises, tandis que le CPAS avait accès à des produits frais et bons pour la santé qu'il pouvait revaloriser. J'en profite d'ailleurs pour les remercier vivement car cela permettait de combiner à la fois la régénération de produits alimentaires en circuit court et aussi la possibilité de donner accès à des aliments de qualité aux personnes les plus précarisées.

Aujourd'hui, cette collaboration s'interrompt brusquement.

Il y a plusieurs semaines, le CPAS a reçu un courrier de la maison-mère de Lidl : « la collaboration prendra fin au 31 janvier ». Lidl explique sa décision en évoquant le fait qu'il va lui-même revendre ses invendus à des prix « discount ». Plus qu'une anecdote, ce procédé se répand et prend différentes formes. Beaucoup d'applications « smartphone », d'initiatives privées et profitables ont vu le jour sous le couvert d'organiser : « la valorisation des invendus pour un commerce durable ». Ou comment rentabiliser au maximum les bénéfices sur ses produits, en jouant la carte de l'écologie ?

Toutes les « Applis », même bien intentionnées, ne pourront se substituer au partenariat que le secteur social essaie de construire avec des acteurs locaux... pour autant qu'ils en soient autorisés par leur enseigne. Ce qui semble ne plus être le cas. À la fracture sociale que les CPAS tentent quotidiennement de résoudre à travers la mise en place de prestations sociales alternatives, s'ajoute la fracture numérique : seuls les « branchés » auront désormais encore droit de se partager les miettes à bon compte. À ce rythme, les « tables de bienfaisance » ne

semblent plus très loin ; et l'on voit de plus en plus, chez nous, des personnes obligées de fouiner les poubelles. Triste perspective.

En 10 ans, le nombre de personnes aidées par le CPAS a doublé et l'aide alimentaire ne fait qu'augmenter alors que les financements par les pouvoirs publics deviennent insuffisants. Nous devons alors être ingénieux, innovant et persévérant pour trouver des solutions ou des alternatives. Nouer des partenariats en est une. Mais que reste –il pour les services sociaux et de proximité tels que notre épicerie sociale si ces partenariats prennent fin ? Comment permettre à nos personnes les plus précarisées d'avoir accès à des fruits et légumes frais si les épiceries sociales disparaissent ? Comment rétablir un équilibre entre le circuit de l'aide alimentaire et les projets des grandes surfaces de vendre aux rabais les produits « qui ne correspondent pas aux standards ou en fin de vie » ?

Certes, on n'en voudra pas au secteur de l'alimentation de se préoccuper désormais de son gaspillage. Il peut d'ailleurs remercier le secteur social de l'avoir mené sur cette voie. Mais aujourd'hui, il le fait au détriment et sans concertation avec le secteur social, mettant à mal un fragile équilibre trouvé ça et là, avec certains de ses représentants locaux.

Le secteur semble avoir choisi : il coûte moins cher de faire une campagne publicitaire sur les dons financiers que l'on s'engage à faire aux banques alimentaires plutôt que d'organiser une synergie locale profitable à toute la collectivité. En ce qui concerne les dons financiers d'ailleurs, il n'y aura de toute façon personne pour en donner ni les montants, ni la fréquence, ni l'utilisation. Seule l'image d'une belle intention bien orchestrée dans les médias compte, sans oublier la déduction fiscale dont l'entreprise pourra bénéficier... au détriment des caisses de l'état. On ne se faisait pas beaucoup d'illusion sur le secteur privé ! Peut-on encore aujourd'hui attendre une évolution favorable de sa part vis-à-vis du secteur social ?

Quant à nous, nous continuerons à rendre accessible des produits de qualité aux personnes qui ont peu de moyens financiers et à sensibiliser sur le lien étroit entre santé et alimentation mais les options se rétrécissent pour les épiceries sociales. C'est tout le paradoxe. À l'heure où les grandes chaînes de supermarché semblent se préoccuper des enjeux climatiques et alimentaires, faut-il forcément le faire au détriment des enjeux sociaux ? Comment combiner l'évolution de la société avec les enjeux liés à la pauvreté ? J'interpelle les autorités politiques pour qu'elles s'emparent de cette question le plus rapidement possible avant que le décalage soit trop important... À quand une vraie table ronde pour réconcilier le secteur social et le secteur privé ?

*Jean-François Culot, Président du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe*

### **À propos de l'épicerie sociale du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe**

L'aide alimentaire fait partie des missions corollaires du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe. En 2013, une réponse concrète a été apportée en ouvrant la première épicerie sociale en région bruxelloise: le *B@bel Hut Market*. Ce projet a été mis en place en incluant les bénéficiaires du CPAS dans le processus de réalisation.

6 mars 2020

L'épicerie sociale B@bel Hut Market propose des produits alimentaires à des prix très avantageux pour un public qui répond à certaines conditions sociales. Les produits sont vendus entre 40% et 80% moins chers que dans un magasin ordinaire. Son objectif est de concilier aide alimentaire, Good Food et sensibilisation. C'est pourquoi, en plus de vendre des produits de qualité, des ateliers cuisine sont organisés pour accompagner les bénéficiaires vers une alimentation plus saine et plus écoresponsable.

L'épicerie sociale achète certaines denrées alimentaires comme les féculents, les légumineuses et autres produits de base pour ensuite les proposer à ses clients. Pour les fruits et légumes le CPAS pouvait jusqu'à aujourd'hui compter sur les invendus de supermarchés.

Par ailleurs, le CPAS distribue des colis alimentaires aux Berchemois dont les ressources se situent sous le seuil de pauvreté. Un colis est composé de produits de première nécessité et aussi des fruits et légumes frais reçus de partenaires. Les vivres non périssables proviennent du Fond Européen d'Aide au plus démunis et les produits frais sont reçus de certains supermarchés.

- En 2019, 640 personnes dont 376 adultes et 264 enfants sont aidés par le biais de l'épicerie sociale ou de colis octroyés en urgence.
- En 2019, on compte 363 dossiers d'octroi à l'épicerie sociale et 277 colis d'urgence.
- Environ 4 tonnes de fruits et légumes reçus par an des partenaires de l'épicerie sociale.



## CONTACT

Jean-François Culot, Président  
0475/52.98.79

## CONTACT PRESSE

02/482.16.08  
[info@cpas-ocmwberchem.brussels](mailto:info@cpas-ocmwberchem.brussels)